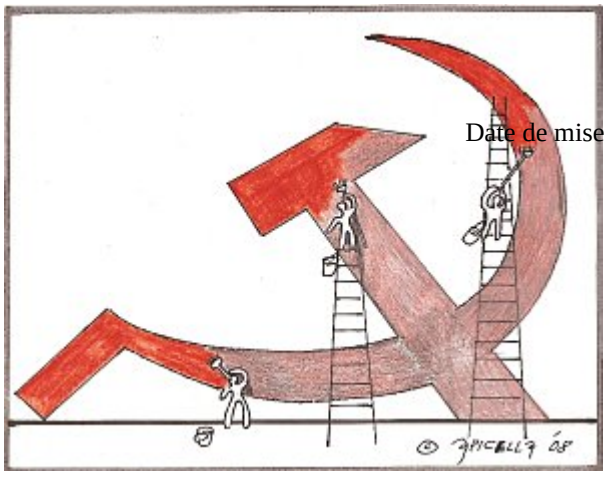
Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Actualite-ou-declin-des-partis

Actualité ou déclin des partis communistes ?

- Union Européenne - Elections 2009 -



Date de mise en ligne : lundi 31 août 2009

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

A partir des résultats électoraux dans les pays de l'UE, certaines pistes de réflexions plus générales sur l'état du mouvement communiste dans l'Europe communautaire.

de Fausto Sorini, de la direction nationale du Parti de la Refondation Communiste

Notes sur le vote du 6-7 juin 2009 dans l'Union Européenne

Dans le numéro de Mai-Août du journal communiste L'Ernesto
Traduction AC pour http://solidarite-internationale-pcf.over-blog.net/

Les résultats

1. La donnée sans doute la plus marquante de ces élections européennes de juin 2009, dans les pays de l'UE, concerne l'abstention.
Elle atteint lors de cette consultation son plus haut niveau historique - 57% - depuis 30 ans (1979) que l'on vote pour l'élection directe du Parlement Européen (PE).

Cela exprime un sentiment mêlé d'indifférence croissante et d'aversion vis-à-vis de l'Union Européenne et de ses politiques de la part de la grande majorité des peuples appelés à voter. Ce n'est probablement pas un hasard si, dans les quelques pays où les traités européens ont été soumis au référendum populaire (France, Hollande, Irlande), ceux-ci ont été refusés, avec une participation électorale très élevée (près de 70%) ; et malgré une très large coalition bipartisane de forces politiques de centre-droit et de centre-gauche, avec le soutien presque unanime des médias, qui s'est alors massivement mobilisé pour le OUI à ces traités. Et inversement, dans le cas par exemple de la France, le taux d'abstention lors de ces dernières élections européennes a été de 60% (de 63% en Hollande), montant à près de 70-80% dans les quartiers ouvriers et populaires.

En ce sens, l'Italie fait figure d'exception, puisque l'abstentionnisme a été de très loin inférieur à la moyenne européenne (33,5%) et cela pour différentes raisons :

- parce qu'en Italie on votait dans la majeure partie des circonscriptions aussi pour les élections locales, qui traditionnellement suscitent un grand intérêt dans la population ;
- parce qu'en Italie le phénomène abstentionniste, qui est toutefois en hausse, est historiquement moins fort que dans le reste des pays européens ;
- parce qu'en Italie, bien plus qu'ailleurs, on trouve depuis toujours une sorte « d'européisme a-critique » diffus et pernicieux, auquel ont contribué quasiment toutes les forces politiques, de droite, du centre et de gauche, y compris le PCI des dernières années (dont Rifondazione est le fidèle héritier), selon lequel le dogme européiste serait automatiquement synonyme de progrès et de modernité.

Cela a contribué à diffuser, à gauche aussi, l'idée - absolument érronée et infondée - selon laquelle la recherche d'une stratégie de coopération internationale et aussi continentale alternative à l'Union Européenne et à ses structures actuelles serait l'expression d'une culture politique « arriérée » et « nationaliste ».

2.Le taux d'abstention a été particulièrement élevé, bien plus que la moyenne européenne, dans la quasi

totalité des pays d'Europe de l'est membres de l'UE.

81% en Slovaquie, 80% en Lituanie, 78% en Roumanie, 73% en Pologne, 72% en République Tchèque et en Slovénie, 64% en Hongrie, 63% en Bulgarie... et il faut aller en Lettonie (avec 47%) pour trouver le seul exemple d'un pays où le taux d'abstention a été inférieur à la moyenne européenne. Particulièrement courtisés par l'Occident capitaliste après la chute de l'URSS, les peuples de ces pays se sont, dans une large mesure, tournés vers l'UE qui leur était présentée comme une sorte d'eldorado de la consommation et du progrès social et civil ; et ils sont subi pendant des années, en silence, les critères de fer imposés pour adhérer à l'UE, à coups de privatisation et de désindustrialisation sauvage de leurs économies et de démantèlement de leur système de services sociaux. Aujourd'hui ceux-ci tirent les leçons de cette intégration et expriment leur désenchantement, ce qui produit des niveaux records d'abstention.

3.Les résultats du vote consolident et renforcent un glissement massif vers la droite de l'Union Européenne qui s'était d'ailleurs déjà manifesté lors des élections européennes de 2004. Si on compare scrupuleusement les parts d'influence des différentes familles politiques au sein du PE tout juste élu avec le précédent, en tenant compte du fait qu'aujourd'hui le nombre total d'euro-députés a été ramené de 783 à 736 (et donc la comparaison doit être faite en % et non en valeurs absolues), voilà le tableau qui en découle :

- le groupe du Parti populaire européen (PPE) - la Démocratie-Chrétienne européenne - passe de 36,8% à 35,7% (de 288 à 263 députés)
- le groupe Libéral-démocrate (conservateurs laïcs et européistes, auquel adhère aussi l'Italie des Valeurs du « gauchiste » Di Pietro) passe de 12,6% à 11,4% (e 99 à 84 députés)
- le groupe Socialiste (aujourd'hui rebaptisé Groupe de l'Alliance progressiste des socialistes et des démocrates, sur demande du PD italien) passe de 27,6% à 25%, avec un recul de l'aire social-démocrate (mais peut-être vaudrait-il mieux dire social-libérale), qui a toutefois pu se servir lors de ces élections de l'apport supplémentaire de l'ex-Marguerite italienne, qui faisait partie hier du PPE et qui aujourd'hui, après la formation du PD, entre dans le groupe européen des « socialistes et démocrates ». Un tel recul a été essentiellement compensé par la percée du groupe Verts, qui passe de 5,5% à 7,5% (de 43 à 55 députés), grâce surtout à la forte progression de la liste écologiste française menée par Cohn-Bendit.
- Le nouveau groupe Conservateurs et réformistes européens (pour les plus euro-sceptiques parmi la droite et le centre-droit, comme les conservateurs anglais, l'ODS tchèque, le parti polonais des jumeaux Kaczynski...), obtient 7,5% (55 députés) tandis que le vieux groupe de l'Europe des Nations se dissout (la droite et le centre-droit d'inspiration « gaulliste » : pour l'Italie, l'AN en faisait partie, aujourd'hui comprise dans le PdL et donc dans le Parti populaire européen) qui avait 5,6% et 44 députés ;
- le groupe Indépendance et Démocratie, aujourd'hui rebaptisé Europe de la Liberté et de la Démocratie, composé en majorité de formations xénophobes, racistes et populistes de droite (pour l'Italie, cela comprend la Ligue) passe de 2,8 à 4,1% (de 22 à 30 députés), connait une hausse particulièrement inquiétante. Tout aussi inquiétant est le résultat obtenu par de telles formations dans certains pays de l'UE : 18% en Autriche, 17% en Hollande, 16% en Belgique ; 15% en Hongrie ; 14,8% au Danemark ; 12,5% en Lituanie ; 10,2% en Italie ; 9,8% en Finlande ; 7,2% en Roumanie et en Grèce ; 7,1% en France ; 6,5% en Grande-Bretagne ; 5,5% en Slovaquie... ;
- le pourcentage de députés inscrits dans aucun groupe reste le même, 3,8% (de 30 à 28 députés)
- le GUE/NGL, Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (communistes, gauches socialistes et écologistes), passe de 5,2% à 4,8% (de 41 à 35 députés), avec un léger recul dû essentiellement au « cas italien ». Le PRC et le PdCI avaient 7 députés (5+2) lors de la précédente législature, tandis qu'aujourd'hui ils n'en ont aucun. Dans l'ensemble, on peut mettre en évidence une résistance des forces communistes et anti-capitalistes les plus solides et les conséquentes (mais nous reviendrons plus loin et plus en détail sur les dynamiques internes au GUE)

EURO-ATLANTISME ET LIBERALISME ECONOMIQUE

Copyright © Le Vénissian

4.En rassemblant les forces par grands courants idéologiques, on peut dire que le Parlement Européen exprime :

- un niveau bien inférieur de représentativité populaire, dû à la hausse record de l'abstention ;
- une légère inflexion du bloc « européiste » de centre-droit (PPE+Libéraux-Démocrates), qui passe de 49,4% à 47,1% ;
- la résistance importante d'une aire modérée social-libérale et écologiste (de centre et de centre-gauche), qui passe de 33,1% à 32,5%. Ici, s'il y a un glissement à droite, c'est par l'adoption d'orientations toujours plus modérées et centristes, prédominantes - avec de rares exceptions - dans la majeure partie de la social-démocratie européenne et des Verts, que ce soit sur le plan de la politique étrangère (euro-atlantisme) qu'en terme de politique économique (« social-libéralisme ») ;
- la croissance d'une aire aux accents, tantôt plus modérés, tantôt ouvertement xénophobes et populistes d'extrême-droite, qui a en commun une sorte d' « euro-scepticisme de droite », diversement motivé, qui passe dans l'ensemble dans le PE de 8,4% à 11,6% ;

5 .Le tableau d'ensemble qui en sort enterre l'illusion, longtemps cultivée par la social-démocratie et posée comme objectif stratégique également par le Parti de la Gauche Européenne, selon laquelle il existerait - dans cette phase - **les conditions objectives et subjectives pour que l'UE puisse jouer un rôle progressiste dans les relations internationales** et être porteuse d'un modèle sociale avancé sur le plan intérieur. Les premiers actes institutionnels du nouveau Parlement européen, qui s'est réuni pour la première fois le 14 juillet dernier - l'élection du conservateur polonais Jerzy Buzek (ex-Solidarnosc... aujourd'hui représentant du Parti populaire européen) à la présidence du PE, qui sera remplacé à la moitié de la législature par un représentant des « socialistes et démocrates », et la répartition de la présidence des commissions - confirment le pacte renouvelé de gestion tri-partite de l'UE des populaires, des libéraux et des sociaux-démocrates (avec un rôle auxiliaire important pour les Verts).

Et tout cela, reposant sur des pierres angulaires partagées sur le plan de la politique étrangère et économique : euro-atlantisme, aujourd'hui renforcé par la plus grande flexibilité de la présidence Obama par rapport à la gestion Bush, qui se traduit par exemple par la relance de la guerre en Afghanistan ; et libéralisme économique, aujourd'hui corrigée par une intervention étatique destinée non pas à changer les rapports de pouvoir ni à remettre sur pied l'État social et des éléments de planification démocratique, mais plutôt à « socialiser les pertes » subites par les grands groupes et par le capital financier à cause de la crise, et à renforcer les bases du système. Il apparaît encore plus évident que la reconstruction d'un projet crédible d' « une autre Europe » (qui n'est certainement pas pour demain) passe nécessairement par la délimitation d'un projet alternatif à l'Union Européenne, à ses institutions et à ses structures actuelles. Et que, pour les communistes et les forces authentiquement de gauche, le problème n'est pas aujourd'hui celui de poursuivre à court-terme d'improbables alternatives « européistes » avec les forces social-démocrates et libérales, mais plutôt celui de résister, et d'éviter sa propre décomposition, d'accumuler des forces et un soutien populaire et électoral, récupérer et étendre son enracinement social, avec une ligne conséquente de lutte et de réorganisation au sein de la société.

6.Voyons maintenant de manière plus analytique le résultat des forces qui composent le GUE/NGL, le groupe parlementaire qui rassemble les forces communistes et éco-socialistes de gauche, et ses dynamiques internes. On a déjà dit que le GUE passe globalement de 5,2 à 4,8% dans le nouveau PE (par rapport au précédant) et de 41 à 35 députés (de 13 pays différents). Si on exclut le « cas italien » où le PRC et le PdCI perdent les sept (5+2) euro-députés qu'ils avaient dans la législature précédente, le résultat de ces élections manifeste une résistance importante des forces qui composent le GUE, il serait ainsi dénué de tout fondement d'attribuer l'échec italien à une crise et à un recul global des forces communistes et de la gauche anti-capitaliste à l'échelle européenne.

POUR UN BILAN HISTORIQUE DE L'

Copyright © Le Vénissian

EURO-COMMUNISME

7.Certains partis importants progressent ou conservent des résultats appréciables :

- le PCP portugais passe de 9,1% - score déjà important - obtenu lors des précédentes élections européennes à 10,66% et conserve ses 2 députés ;
- le KKE grec passe de 9,5 à 8,3%, de 3 à 2 députés ;
- l'AKEL Chypriote passe d'un déjà extraordinaire 27,9% en 2004 à 34,9% et conserve 2 députés ;
- le KSCM de la République Tchèque passe de 20,2 à 14,2%, de 6 à 4 députés.

Ces partis ont en commun un parcours historique, politique et idéologique, sur une longue période, bien différent des dynamiques de social-démocratisation et de rupture avec le léninisme qui ont caractérisé l'expérience euro-communiste. Et ce n'est pas un hasard si deux d'entre eux (le PCP et le KKE) n'ont pas adhéré au Parti de la Gauche Européenne, tandis que les deux autres y ont participé jusqu'ici (de manière critique) seulement en tant qu'observateurs. Le récent processus de rapprochement de la KSCM envers la Gauche Européenne, ne semble pas lui avoir réussi (même s'il n'est pas dans mon intention d'établir ici une corrélation simpliste entre les deux éléments : il s'agit d'une simple constatation, qui est toutefois l'objet d'un vif débat actuellement dans ce parti. Le PCP, le KKE et l'AKEL se définissent comme des partis d'inspiration marxiste-léniniste, ce qui évidemment - quelque soit ce qu'on puisse penser d'une telle définition - ne semble pas faire obstacle à leur enracinement social, surtout dans le monde du travail, et à l'obtention d'un soutien populaire significatif, y compris sur le plan électoral.

8.Une mention particulière pour l'élection au Parlement Européen et pour son adhésion au GUE du principal représentant communiste en Lettonie, Alfred Rubiks, ancien secrétaire-général du Parti communiste letton jusqu'à l'effondrement de l'URSS, incarcéré par la suite pendant six années par le nouveau régime, dans un pays où le parti communiste reste hors-la-loi, et qui pour cette simple raison n'aurait pas dû être admis au sein de l'Union Européenne : mais on le sait bien, les droits humains et politiques valent seulement dans un sens... Rubiks a été élu en tant que représentant du Parti Socialiste (le PC reste hors-la-loi, tandis que l'on a justifié la tenue de manifestations nostalgiques de formations qui exaltent le passé nazi...), dans le cadre d'une coalition de gauche qui recueille en bonne partie les votes des citoyens lettons d'origine russe (la moitié de ces derniers sont privés du droit de vote...), à qui sont niés les droits civils et civiques fondamentaux. Une telle coalition (« Harmonie ») obtient 20% des voix (34% dans la capitale, Riga), double le nombre de voix obtenus et élit deux des huit euro-députés lettons, dont un (Rubiks) adhère au GUE.

9.On a déjà parlé de l'état critique atteint par le « cas italien » (qui implique tout du moins un bilan impitoyable de toute l'expérience de Rifondazione, depuis ses origines). A cela s'ajoute le fait que le « cas espagnol » a encore empiré, avec Izquierda Unida (qui comprend le PCE) qui atteint le plus faible résultat de son histoire (3,7%), tout en se présentant dans une coalition électorale avec la composante éco-socialiste catalane (bien plus modérée) d'Initiative pour la Catalogne-Verts (ICV). Cette coalition a élu deux députés, un d'IU (membre du PCE), qui adhère au GUE ; l'autre, de l'ICV catalane, qui entre dans le groupe vert. Notons ici, en passant, que la composante communiste présente dans IU et opposée à la dissolution du PCE est très légèrement majoritaire vis-à-vis des « vendoliens » espagnols, qui sont donc aujourd'hui en minorité dans Izquierda Unida : ce qui dénote une persistance réelle de la présence communiste en Espagne bien inférieure à celle constatée en Italie. Tout cela remis dans le contexte des particularités de chaque pays, cela devrait néanmoins inciter les groupes dirigeants du PRC et du PdCI à la prudence, et à y réfléchir à deux fois avant de s'engager en Italie dans la voie d'une « Fédération de la Gauche d'alternative » qui a beaucoup de traits communs avec l'expérience d'Izquierda Unida (chère depuis toujours, ce n'est un secret pour personne, au camarade Paolo Ferrero, auquel je me permets toutefois d'inciter à la prudence, au vu des résultats catastrophiques de l'expérience espagnole). Tandis que certaines allusions récentes et un peu désinvoltes à l'expérience de « Frente Amplio » en Uruguay, nécessiteraient d'être un peu plus approfondies, et surtout nécessiteraient une connaissance minimale de ce qu'a été et de ce qu'est toujours le PC uruguayen de Rodney Arismendi, ses racines, sa solidité idéologique léniniste, son autonomie et sa force politique et organisationnelle, l'enracinement social de ses cadres qui constituent l'arrière-plan de sa flexibilité tactique.

Copyright © Le Vénissian

10.Dans une situation intermédiaire, et avec des particularités qui lui sont propres, se trouvent les communistes français, où un PCF « au milieu du gué » et à l'identité toujours plus incertaine (une partie importante de son groupe dirigeant, probablement majoritaire à son sommet, poursuit la dissolution du parti dans une sorte de Die Linke à la sauce française), s'est présenté à ces élections avec une liste de « Front de Gauche » aux côtés d'une fraction des socialistes français qui ont quitté le PS et a obtenu 6,5%. Il dépasse ainsi un système insidieux de barrages électoraux par circonscription à 5% et réussit à envoyer au Parlement européen 4 députés : dont 2 du PCF, qui confirme ses deux députés précédents ; un socialiste et un indépendant. On retrouve également dans le GUE un représentant du PC de l'île africaine de la Réunion, élu dans les circonscriptions des Territoires d'Outre-Mer. Dans les précédentes élections européennes, la liste menée par le seul PCF avait obtenu 5,9% et élu deux députés. Dans le cas français, il faut aussi considérer l'influence d'éléments trotskistes qui ont ici un large soutien de masse, au sein de l'opinion ; et qui dans le passé (il y a deux législatures, quand la loi électorale ne comportait pas de barrages) a bien élu 5 députés européens. Nous parlons de la LCR (Quatrième internationale), qui dans les dernières années a pris de plus en plus ses distances avec des références explicites à l'identité communiste (un peu comme Sinistra Critica en Italie...) et a mis en avant récemment la constitution du Nouveau Parti Anti-capitaliste, qui obtient un score important de 4,9%, mais n'élit aucun député à cause des barrages par circonscription. Tandis que la liste de Lutte Ouvrière (trotskistes « ultra-sectaires ») obtient 1.2%. Dans l'ensemble, il faut relever que, dans un pays-clé comme la France (et différemment de ce qui se passe, par exemple en Italie et en Espagne) l'ensemble du vote communiste et anti-capitaliste dépasse les 12%.

11.Quant aux partis de la gauche non-communiste qui font partie du GUE-NGL, ici aussi l'analyse doit être conduite de manière différenciée, pour en saisir les subtilités, les différences politiques et de culture politique, et dans certains cas, comme pour la Linke allemande, carrément son importance historique. Nous trouvons ici :

- le Sinn Fein irlandais, aile-gauche du mouvement nationaliste et anti-colonial historique pour la libération de la domination britannique, dans lequel coexistent une variété de cultures politiques de gauche. Il confirme ses 11,2% obtenus aux élections européennes précédentes, et donc l'élection d'un député ;
- le Parti Socialiste hollandais (le parti de la tomate : symbole de protestation), acteur de la campagne pour le NON au référendum sur la Constitution européenne. Un parti de gauche, socialiste et radical, très critique vis-à-vis de l'UE, avec une influence plus forte dans la jeunesse, étudiante notamment, dans la petite-bourgeoisie que dans le monde de travail, et qui a connu une forte croissance au cours de la dernière décennie, ce qui l'a emmené à obtenir 7% aux élections européennes de 2004 (2 sièges), résultat qu'il confirme aujourd'hui, avec 7,1% ;
- le Syriza grec (liste animée par Synapsismos, section grecque de la Gauche européenne, coalition d'éléments assez différents de la gauche radicale, qui passe de 4,2% à 4,7% et qui conserve son député européen ;
- le Bloc de Gauche portugais, coalition de gauche radicale (et aussi section portugaise de la Gauche européenne), qui passe de 4,9% à 10,73% et d'un à trois députés européens. Il a bien tiré parti (il faut le dire avec objectivité) d'une forte campagne médiatique destinée à rabattre le mécontentement de l'électorat socialiste vis-à-vis de la politique anti-sociale du PS au pouvoir (qui perd 20% et chute de 46,4% à 26,5%) vers le Bloc plutôt que vers les communistes ;
- la composante NGL (Gauche verte nordique), qui a vu ses scores réduits de moitié en Suède et en Finlande, tandis qu'elle progresse au Danemark. Dans l'ensemble, elle passe de 4 à 3 députés européens. Le PS populaire danois passe de 8 à 16%, d''un à deux sièges, et recueille la composante de gauche du vieil électorat de la liste anti-UE du « Mouvement de Juin », qui avait fait 8% aux dernières élections et qui s'est pratiquement dissoute lors des ses élections avec la perte de son leader charismatique. Le Parti de la Gauche suédoise passe de 12,8% à 5,6%, de deux à un siège. L'Alliance de gauche finlandaise passe de 9,1% à 5,9% et perd l'unique siège qu'elle avait.
- Un raisonnement à part doit être fait pour la Linke allemande, qui passe de 6,1% à 7,5% et de 7 à 8 députés : un résultat tout de même positif, bien que les attentes à la veille de ce scrutin étaient bien supérieures.

Il faut relever à ce sujet que la Linke allemande a des particularités non-exportables, en tant qu'elle est l'expression d'un processus d'unification de deux formations politiques non-communistes, d'inspiration ouvertement socialiste et/ou social-démocrate (comme la WASG de Lafontaine et le PDS post-communiste), expressions qui plus est de deux entités géo-politiques qui, il y a encore une vingtaine d'années, étaient même deux États appartenants à deux

Copyright © Le Vénissian

blocs opposés. Il y a une cohérence dans cette fusion social-démocrate de gauche, qui a toutefois pas grand-chose à voir avec la problématique de la refondation d'un parti communiste, qui est une toute autre chose, comme le reconnaissent les premiers ces mêmes camarades de la Linke (dans laquelle une composante communiste existe, mais juste comme « courant culturel »).

12.Dans l'ensemble, parmi les 35 représentants du nouveau GUE-NGL, on remarque l'existence :

- d'un pôle communiste, formé de 15 députés, dont 3 font partie de la Gauche Européenne (PCF et PCE), 6 en sont observateurs (AKEL, KSCM) et 6 n'en font partie (KKE, PCF, Lettonie, Réunion), ce qui confirme le fait que le PGE divise le mouvement communiste en Europe ;
- un pôle éco-socialiste, formé de 19 députés, dont 12 font faisant partie du PGE et 5 restant à l'extérieur (danois, suédois, hollandais), avant tout parce qu'ils sont hostiles à l'Union Européenne et c'est, sur ce point pas du tout secondaire, qu'ils prennent leurs distances avec le projet du PGE. A ceux-ci s'ajoutent le socialiste français et un indépendant (qui pour le moment ne font pas partie du PGE), élus sur la liste commune du « Front de gauche » avec le PCF ;
- un député irlandais du Sinn Fein, formation non-assimilable à aucun pôle européen, et restant à l'extérieur du PGE.

Par rapport au Parti de la Gauche Européenne, nous avons donc globalement 15 (sur 35) députés du GUE qui en font partie à plein titre (dont 8 de la Linke allemande) ; 6 en sont observateurs ; 14 restent à l'extérieur : une précision qui est rendue nécessaire par le fait que certains affirment que les deux entités (PGE et GUE) sont essentiellement superposables. Et c'est la raison qui a poussé les députés européens KKE à ne pas voter en faveur de Lothar Bisky (die Linke) comme nouveau président du GUE/NGL, lui qui est également le président du PGE.

La nouvelle présidence du GUE qui en découle est, de plus, composée de 5 vice-présidents : un représentant du PCP, un de l'AKEL, un du KSCM, un socialiste hollandais et un représentant de la Gauche suédoise. Aucun d'entre eux n'est membre du PGE. Par rapport au GUE/NGL de la précédente législature, dominé par le couple Bertinotti (président du PGE) et Wurtz (président français du GUE), le poids spécifique du PGE apparaît donc aujourd'hui significativement réduit, tant sur le plan numérique que politique.

POURQUOI CERTAINS PARTIS COMMUNISTES RESISTENT ?

13.Les résultats de ces élections font apparaître un élément plus global, par rapport à l'état du mouvement communiste au sein de l'UE, qui avait déjà pu être constaté petit à petit au cours de la dernière décennie (et pas seulement sur le plan électoral), mais qui aujourd'hui se manifeste avec une telle évidence qu'il ne peut plus être nié. En fait, est contredite la thèse selon laquelle - dans le contexte européen - une force communiste, révolutionnaire, léniniste qui repousse toute hypothèse social-démocratisante, gouvernementale, et transformatrice, soit inévitablement condamnée au déclin, à la marginalité, au musée des révolutions. C'est en fait le contraire qui est démontré, à condition évidemment que l'identité politico-idéologique d'un parti s'accompagne toujours d'une capacité d'enracinement social, avant tout dans le monde du travail et parmi les jeunes.

Et ce que démontrent en particulier - toutefois dans leur diversité - les résultats du KKE et du PCP, qui justement obtient les meilleurs résultats de l'histoire, sur le plan électoral, dans leurs dernières années : autour de 8-9% pour le premier, 10-11% pour le second. Le KKE frôle aujourd'hui ses meilleurs résultats historiques, également par rapport à la phase « héroïque » qui a suivi la chute du régime des colonels (dans laquelle il a dépassé les 9% aux législatives) ; et cela malgré la scission de 1991, provoquée dans l'année de la fin de l'URSS par l'aile post-communiste du parti, dont est sortie l'expérience de Synapsismos, qui sera ensuite un des partis fondateurs du Parti de la Gauche Européenne. Le KKE obtient traditionnellement ses meilleurs résultats dans les grandes

Copyright © Le Vénissian

agglomérations (Athènes, le Pirée, Salonique...) où son influence se maintient entre 10 et 15%, avec des pointes à 15-20% dans les quartiers ouvriers et populaires. Tandis que Synapsismos-Syriza obtient ses meilleurs résultats parmi les classes moyennes et aussi parmi une partie de la jeunesse étudiante : ce qui naturellement n'est pas du tout à négliger (il n'y a pas que les ouvriers et les paysans...). Un raisonnement analogue, d'ordre historico-politique, peut être fait pour le PCP, avec la précision nécessaire que ce parti conserve une forte hégémonie dans la CGT-P, le syndicat de classe portugais largement majoritaire dans le monde du travail.

14.Tout cela est particulièrement significatif, et ce pour au moins deux raisons :

- parce que la situation d'aujourd'hui, pour les communistes et les forces de la gauche anti-capitaliste est certainement plus défavorable que dans les années 70 et 80. Aujourd'hui, toute l'UE à basculé encore plus à droite. Et cela fait ressortir doublement la valeur du résultat électoral des forces communistes et révolutionnaires qui résistent ou progressent
- parce que - contrairement à ce qui se passe en Espagne, en France et en Italie (auparavant avec la Gauche Arc-en-Ciel et aujourd'hui avec les résistances persistantes à s'engager sur la voie de la reconstruction d'un parti communiste uni, unitaire et révolutionnaire) - dans les contextes portugais et grecs la progression ou la résistance globale et simultanée des gauches (y compris Synapsismos et le Bloc de Gauche), a lieu sans amalgames, confusions des rôles, dilutions ou menaces à l'autonomie et à l'identité des différentes formations présentes. Au contraire : cela a lieu dans le cadre d'une forte percée des partis communistes et révolutionnaires, fortement ancrés dans la classe ouvrière, avec une attention particulière portée à l'organisation et à l'enracinement dans les luttes sociales, avec une forte identité anti-capitaliste et anti-impérialiste, nettement opposés à l'OTAN et à l'UE, proposant une alternative tant à la droite qu'au centre-gauche modéré. Prêtant attention, pas seulement dans les discours, à l'organisation syndicale et politique des populations immigrées. Ce sont des partis caractérisés par une ligne d'opposition stratégiques aux fondements actuels du système, sourds aux suggestions de participer au gouvernement et à une alternance éventuelle, fortement engagé dans un difficile processus de reconstruction d'une coordination des partis communistes et ouvriers à l'échelle mondiale.

Ce n'est pas un hasard si, justement dans les pays où existent des partis de cette nature, la crise de la social-démocratie ouvre des espaces à gauche, pas seulement pour les communistes, mais aussi pour les forces de gauche alternative non-communiste ; et tout cela déplace vers la gauche le centre de gravité politique dans ces pays.

Et ceux qui reprochent à ces partis communistes une sorte de soi-disant « orthodoxie idéologique » devrait réfléchir sur le fait que celle-ci, si on veut quand même porter un jugement dessus, ne les a certainement pas empêcher de renforcer leur enracinement social et politique dans le monde du travail et dans la jeunesse de leur pays. Et cela justement dans une phase de reflux.

15.La voie choisie par ces autres partis a été bien différente, ceux qui historiquement proviennent du courant euro-communiste (en Espagne, en Italie, en France) et qui au cours des dernières années - au nom de l'innovation ou de la mutation - ont petit à petit modifié leur nature antagoniste et révolutionnaire, ont dilué leur identité et leur autonomie, ont intégré à leur patrimoine stratégique les thèses « gouvernementalistes » et les propositions provenant du patrimoine de la social-démocratie ; et qui n'ont pas seulement connu des effondrements électoraux et des affaiblissements dramatiques de leur implantation sociale et politique de classe, mais se trouvent carrément aujourd'hui dans une situation où leur survie est en jeu. Ainsi il serait bien, qu'en Italie, on n'oublie pas que la grande partie du vieil appareil dirigeant du PCI des dernières années se trouve comme un poisson dans l'eau au Parti Démocrate...

16.Si nous essayons, plus de 30 ans après le bref épisode euro-communiste, à évaluer avec objectivité les différentes itinéraires qui ont marqués l'histoire des grands partis communistes d'Europe de l'Ouest (la situation en Europe de l'Est, qui comprend en partie le cas allemand, nécessite de faire une analyse différente), un élément ressort. Et c'est que, **tandis que l'évolution du communisme italien, espagnol et français des dernières décennies a été globalement et avant tout marquée par la crise, le déclin et dans certains cas**

Copyright © Le Vénissian

l'auto-dissolution, dans le cas du communisme grec et portugais - sans céder à aucun triomphalisme a-critique ou à la recherche de modèles - prévaut quand même **un élément de résistance stratégique et identitaire, d'enracinement social et de classe, de maintien de l'organisation, de positionnement anti-impérialiste sans aucune ambiguïté, de résurgence également sur le plan électoral** à des niveaux (8-10%) qui susciteraient aujourd'hui la jalousie des partis qui se réclament - tout du moins de manière symbolique - du communisme dans les trois autres partis cités.

Et ne disons plus que l'explication fondamentale doit être recherchée dans les niveaux différents de développement économique et culturel des ces cinq pays, comme si la France, l'Italie et l'Espagne appartenaient aujourd'hui au monde de l'Europe développée, et la Grèce et le Portugal étaient des pays du tiers-monde. Les processus d'intégration européenne et de mondialisation, également culturel et informatique, ont aujourd'hui bien réduit le fossé qui séparait ces pays il y a 20 ou 30 ans. Et je ne dirais pas qu'un jeune ouvrier ou étudiant à Athènes ou à Lisbonne soit aujourd'hui fondamentalement différent de son homologue à Madrid, Rome ou Paris. Cela n'a donc aucun sens de faire de cette supposée diversité la base objective explicative de la situation diverse des partis communistes dans les pays respectifs.

L'explication essentielle doit, au contraire, être recherchée dans les choix différents, politiques, stratégiques et identitaires, dans la capacité différente à construire un enracinement social, surtout dans la classe ouvrière et la jeunesse, effectués par les groupes dirigeants qui dans ces dernières décennies ont été à la tête des partis communistes de ces différents pays. Ce qui, nous le répétons afin d'éviter toute ambiguïté, ne signifie en aucun cas proposer des modèles « uniques », valides en tout temps et en tout lieu. D'autant plus que le PCP et le KKE ne peuvent être certainement pas considérés comme de simples photocopies.

Nous ne prétendons naturellement pas que notre approche doit être nécessairement partagée. Nous sommes prêt à affronter le débat mutuellement enrichissant. Nous demandons seulement que le problème ne soit pas éludé, parce que cela signifierait refuser d'affronter la réalité, et de tirer des leçons des dures, impitoyables soubresauts de l'histoire.

Copyright © Le Vénissian